

# Mesures de contrôle des armes légères: mise à jour

- 11 Pays dans la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs approuvent le protocole contre les armes
- Le Liberia démarre son nouveau programme de désarmement
- La Commission européenne dans la lutte contre les mines terrestres
- L'Afrique de l'ouest essaye de récupérer 8 millions d'armes illicites dans la région
- Le Conseil de Sécurité prend des mesures pour renforcer l'embargo sur les armes décidé il y a huit mois
- Les exportations de pièces d'armes d'origine britannique «mettent des vies en danger»

## 11 pays dans la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs approuvent le protocole contre les armes

Le 22 avril 11 pays de la Corne de l'Afrique et de la région des Grands Lacs ont approuvé le Protocole de Nairobi. Ce sont le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda, la RDC, Djibouti, l'Éthiopie, le Soudan, l'Érythrée et les Seychelles.

En accord avec le traité, un centre sous-régional pour les armes légères sera établi pour mettre en œuvre les politiques relatives aux armes.

## Le Liberia démarre son nouveau programme de désarmement

Le 15 avril, des centaines de combattants rebelles au Liberia ont rendu leurs fusils, fusils lance-grenades et d'autres armes dans le cadre d'un nouveau programme de désarmement après 14 ans de guerre. Les combattants du groupe rebelle LURD (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie) se sont alignés pour rendre leurs armes et pour recevoir des conseils pour les préparer au retour à la vie civile.

Ceci a marqué le début du programme soutenu par l'ONU dans la ville Gbarnga située au centre du pays.

## La Commission Européenne dans la lutte contre les mines terrestres

Le 25 mars la Commission Européenne a adopté son Programme annuel de travail contre les mines terrestres antipersonnel avec un budget de 11,3 millions d'euros. L'objectif de ce programme est d'assister les pays touchés par les conséquences des mines terrestres antipersonnel afin de créer les conditions nécessaires pour leur développement économique et social. Les pays concernés en 2004 sont le Mozambique, le Soudan, l'Irak, la Somalie, l'Angola, l'Érythrée, la Bosnie-Herzégovine, le Kirghizstan, la Géorgie/Abkhazie, l'Ukraine, le Tadjikistan et le Pérou/Équateur.

## L'Afrique de l'ouest essaye de récupérer 8 millions d'armes illicites dans la région

Le 26 mars le bloc économique de l'Afrique de l'ouest a commencé à travailler à l'élaboration d'un cadre pour la récupération de 8 millions d'armes illicites et d'armes légères en circulation (chiffre estimé). À la suite d'une conférence de trois jours dans la capitale nigérienne Abuja, les membres de la CEDEAO ont émis un communiqué recommandant «l'adoption d'un plan opérationnel d'action» pour faire face à la prolifération d'armes légères dans la région.

## Le Conseil de Sécurité prend des mesures pour renforcer l'embargo sur les armes décidé il y a huit mois

Le 12 mars le Conseil de Sécurité a établi un Comité pour suivre les progrès de la mise en œuvre d'un embargo placé il y a 8 mois contre tous les groupes armés étrangers et congolais présents dans la partie de l'est de la République Démocratique du Congo. Le Conseil a également donné l'autorisation à la mission de l'ONU dans le pays de saisir ou récupérer, et de détruire les armes ou tout autre matériel trouvé en violation de l'embargo.

## Les exportations de pièces d'armes d'origine britannique «mettent des vies en danger»

Le 15 février, Oxfam, Amnesty International et IANSA ont publié un rapport intitulé « Lock, Stock and Barrel – Comment les pièces entrant dans la composition des armes ajoutent aux armes meurtrières » Le rapport affirme que des contrôles affaiblis du gouvernement sur les licences d'exportations d'armes «mettent les vies en danger» dans certains pays aux régimes répressifs. Ce rapport affirme que l'approche du gouvernement a permis à des pièces d'origine britannique d'arriver dans des pays comme le Zimbabwe, Israël, l'Indonésie, la Colombie, le Népal et les Philippines.